



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA MARNE

**DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTERIELLES**

*Bureau de l'environnement
et du développement durable*

3D.3B/CP

**Arrêté préfectoral de mise en demeure
à l'encontre de la Société ONYX EST**

**le préfet
de la région Champagne Ardenne
préfet du département de la Marne**

INSTALLATION CLASSEE
N° 2009-MD-100-IC

VU :

- le code de l'environnement et notamment l'article L514-1,
- l'arrêté préfectoral n° 97-A-33-IC du 16 mai 1997, autorisant la Société SNC SOULIER à exploiter au 12 avenue des Chenevières à SAINT BRICE COURCELLES, un établissement de tri et de valorisation de papiers, cartons et plastiques,
- le récépissé n° 99-40 du 15 mars 1999, constatant la déclaration faite par la SA ONYX EST, pour la reprise de l'installation à son nom,
- la lettre de l'exploitant du 15 mai 2009, en réponse aux constats faits lors de la visite d'inspection,
- le rapport de l'inspection des installations classées faisant suite à l'inspection du site le 21 avril 2009,

CONSIDÉRANT que :

- que la visite d'inspection du 21 avril 2009 a permis de constater que l'exploitant ne respecte pas certains articles de son arrêté préfectoral d'autorisation du 16 mai 1997 et notamment :
 - a) l'article 3.3.1, le plan des réseaux de collecte à mettre à disposition de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours n'est pas à jour,
 - b) l'article 3.5.2, la valeur limite en Matières En Suspension des eaux de ruissellement rejetées par l'établissement n'est pas respectée,
 - c) l'article 3.6.4, les dispositifs mobiles obturateurs des regards d'eau pluviale (pour la rétention des eaux d'extinction) ne sont pas mis à disposition du personnel,
 - d) l'article 6.1.3, les voies de circulation, pistes et voies d'accès ne sont pas entretenues,
- que l'exploitant n'a répondu que partiellement à ces constats, dans son courrier du 15 mai 2009,

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

La Société ONYX EST, dont le siège social se situe Rue Haspelschiedt à BITCHE (57) est tenue de respecter, dans les délais indiqués à l'article 2, les prescriptions suivantes de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 16 mai 1997, concernant son site situé Avenue des Chenevières à SAINT BRICE COURCELLES (51) :

Article 3.3.1 : *«Un plan du réseau de collecte, faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards, avaloirs, vannes manuelles et automatiques, les installations d'épuration, les points de rejets des eaux de toutes origines, est établi et régulièrement tenu à jour. Il est tenu en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées, ainsi que des services d'incendie et de secours».*

Article 3.5.2 : *«La teneur en MES (des eaux pluviales sortant du débourbeur-déshuileur) doit être inférieure à 30 mg/l».*

Article 3.6.4 : *«Des dispositifs mobiles obturateurs des regards d'eau pluviale situés au centre du terrain doivent être mis à disposition du personnel en permanence» (pour la rétention des eaux d'extinction).*

Article 6.1.3 : *«A l'intérieur de l'établissement, les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, entretenues en bon état, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tous objet (fûts, emballages...) susceptible de gêner la circulation».*

Article 2 :

La Société ONYX EST est mise en demeure de mettre son site situé Avenue des Chenevières à SAINT BRICE COURCELLES (51), en conformité aux prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter et notamment :

2.1 - Un plan des réseaux de collecte à jour, daté, devra être établi et adressé, **sous 1 mois**, au Bureau de l'Environnement de la Préfecture de la Marne.

2.2 – La teneur en MES des eaux pluviales, mesurée à la sortie du débourbeur-déshuileur, doit être respectée dans un délai de **1 mois** (nouveaux résultats d'analyses à fournir).

2.3 - Les dispositifs mobiles obturateurs des regards d'eau pluviale situés au centre du terrain sont à mettre à disposition du personnel (justificatifs à fournir **sous 1 mois**). Dans le cas où ces dispositifs ne seraient pas adaptés au site, l'exploitant expliquera dans le même délai, quel moyen il a retenu et mis en place, et en démontrera l'efficacité

Article 3 :

Faute pour l'exploitant d'obtempérer, les mesures prévues aux articles L.514.1 et L.514.2, livre V, titre I du code de l'environnement pourront être mises en œuvre.

Article 4:

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5:

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Ecologie et du Développement Durable et de la Mer, direction de la prévention des pollutions et des risques, service de l'environnement industriel, bureau du contentieux, Arche Paroi Nord – 92055 LA DEFENSE CEDEX, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Chalons en Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 - Chalons en Champagne Cedex. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux

Article 6:

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Champagne Ardenne et l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information au directeur départemental de l'équipement, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, à la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, au directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, ainsi qu'à M. le maire de SAINT BRICE COURCELLES qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à la société ONYX EST.

M. le maire de SAINT BRICE COURCELLES procèdera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la préfecture de la Marne.

Châlons en Champagne, le 23 juillet 2009

**Le Préfet,
pour le préfet,
le secrétaire général,**

signé : Alain CARTON